

PREFECTURE DE LA MAYENNE

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n°2009-P- 1233 du 3 décembre 2009**

**Autorisant Monsieur le directeur de la société Saica Pack Laval à  
poursuivre l'exploitation de l'activité de l'établissement implanté 47-49 rue  
Etienne Lenoir (ZI des Touches) à Laval, à augmenter sa capacité de  
production, et à construire un nouveau bâtiment de stockage de produits  
finis et de palettes sur le site susmentionné.**

**LE PREFET DE LA MAYENNE,**

**Vu** le code de l'environnement, titre Ier du livre V ;

**Vu** l'arrêté n°2000-P-590 du 11 mai 2000 autorisant la SA GIEPAC OUEST à poursuivre l'exploitation, après régularisation et extension, d'une usine de fabrication et de transformation de carton ondulé, située, 47-49 rue Etienne Lenoir, ZI des Touches à Laval;

**Vu** la demande présentée, le 5 décembre 2008, par Monsieur le directeur de la société GIEPAC OUEST, devenue société Saica Pack Laval en vue d'être autorisé à poursuivre l'activité de l'établissement implanté 47-49 rue Etienne Lenoir (ZI des Touches) à Laval, d'augmenter sa capacité de production, et de construire un nouveau bâtiment de stockage de produits finis et de palettes sur le site susmentionné ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-P-297 bis du 27 mars 2009 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois ;

**Vu** les certificats d'affichage des communes de Laval, Changé, Bonchamp-lès-Laval et Lourné;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux de Changé, Bonchamp-lès-Laval et Lourné;

**Vu** le courrier du 29 juin 2009 par laquelle le demandeur fait état d'un changement de nom commercial et que la société GIEPAC OUEST devient Saica Pack Laval ;

**Vu** le registre de l'enquête retourné à la préfecture de la Mayenne le 1<sup>er</sup> juillet 2009 ;

**Vu** le rapport, le procès-verbal de l'enquête et l'avis émis par le commissaire enquêteur ;

**Vu** les avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le président de la Commission locale de l'eau du SAGE Mayenne, Madame la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt, Monsieur le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Mayenne, Monsieur le chef du service interministériel de défense et de protection civile, Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Monsieur le président du conseil général de la Mayenne, Madame la directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire, Monsieur le directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2009-P-981 du 30 septembre 2009 prorogeant de 3 mois le délai d'instruction de la demande susvisée ;

**Vu** le rapport établi par l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 10 novembre 2009 ;

**Considérant que** le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire, lequel a donné son accord le 2 décembre 2009 ;

**Considérant qu'**aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, Titre 1<sup>er</sup>, Livre V, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant que** l'exploitation d'un bâtiment destiné au stockage de cartons et de palettes d'un volume de 15000 m<sup>3</sup> est soumise au régime de la déclaration ;

**Considérant que** l'implantation du nouveau bâtiment est prévue à une distance de 10 mètres des limites de propriété ;

**Considérant que** pour respecter les dispositions de l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique

n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la société Saica Pack Laval projette de construire le bâtiment susmentionné avec des murs et portes coupe-feu (REI 120) en périphérie et de séparer les risques vis à vis du hall de production ;

**Considérant que** le nouveau bâtiment sera muni d'un système de détection et d'extinction automatique de type sprinklage en complément du système protégeant l'usine ;

**Considérant que** dans le cadre de l'augmentation de la capacité de transformation du carton liée à la mise en place de deux machines de transformation supplémentaires et au passage en trois fois huit du temps de fonctionnement de l'onduleuse actuellement utilisée en deux fois huit, l'exploitant prévoit d'améliorer les rejets des effluents industriels et des eaux pluviales ;

**Considérant que** le coût de l'installation d'un mur coupe-feu, sur le bâtiment existant, entre la zone de stockage des bobines et le hall de production pour séparer les risques de propagation d'un

incendie entre les deux zones n'est pas économiquement envisageable, la société Saica Pack Laval prévoit, en compensation, de construire une réserve incendie pour répondre aux besoins d'extinction de l'ensemble des bâtiments ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, titre Ier du Livre V, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour la protection de l'environnement et des paysages ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## **ARRETE**

# **Titre 1 Portée de l'autorisation et conditions générales.**

## **CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.**

### **Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

la société Saica Pack Laval, dont le siège social est situé 47-49, rue Etienne Lenoir à LAVAL, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de LAVAL au 47-49 rue Etienne Lenoir, les installations détaillées dans les articles suivants.

### **Article 1.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs**

L'arrêté préfectoral n°2000-P-590 en date du 10 mai 2000 est abrogé.

### **Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les installations soumises à déclaration visées à l'article 1.2.1 respectent les prescriptions d'aménagement et d'exploitation définies par les arrêtés types correspondants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans le corps du présent arrêté, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.2 Nature des installations.**

### **Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

DESIGNATION DES ACTIVITES	RUBRIQUE	REGIME
---------------------------	----------	--------

Transformation du carton, la capacité de production étant supérieure à 20 tonnes par jour	2445-1°	A
Dépôt de cartons et papiers la quantité stockée étant comprise entre 1 000 et 20 000 m <sup>3</sup>	1530-2°	D
Atelier de reproduction graphique par flexographie sur support carton la quantité équivalente d'encre utilisée étant comprise entre 50 et 200 kg/jour	2450-2° B	D
Installation de combustion au gaz naturel d'une puissance thermique comprise entre 2 et 20 MW	2910-A-2°	D
Installation de compression d'air comprise entre 50 et 500 kW	2920-2°B	D
Installation de distribution de Gaz de Pétrole Liquéfié	1414-3°	D
Application de colles vinyliques sur support carton ; la quantité étant comprise entre 10 et 100 kg/jour	2940-2°B	D
Dépôt de GPL en réservoir, la capacité des dépôts étant comprise entre 6 et 50 tonnes	1412-2°B	D
Broyage de substances végétales	2260	NC
Silo de stockage d'amidon	2160	NC
Dépôt de matières plastiques	2663	NC
Installation de dégraissage	2564	NC

### Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
LAVAL	AP 312, AP 330, AP 477
CHANGE	AO 75, AO 30

Les installations citées à l'article 1.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

## CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.